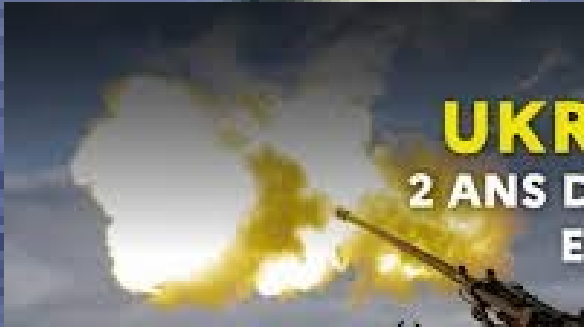
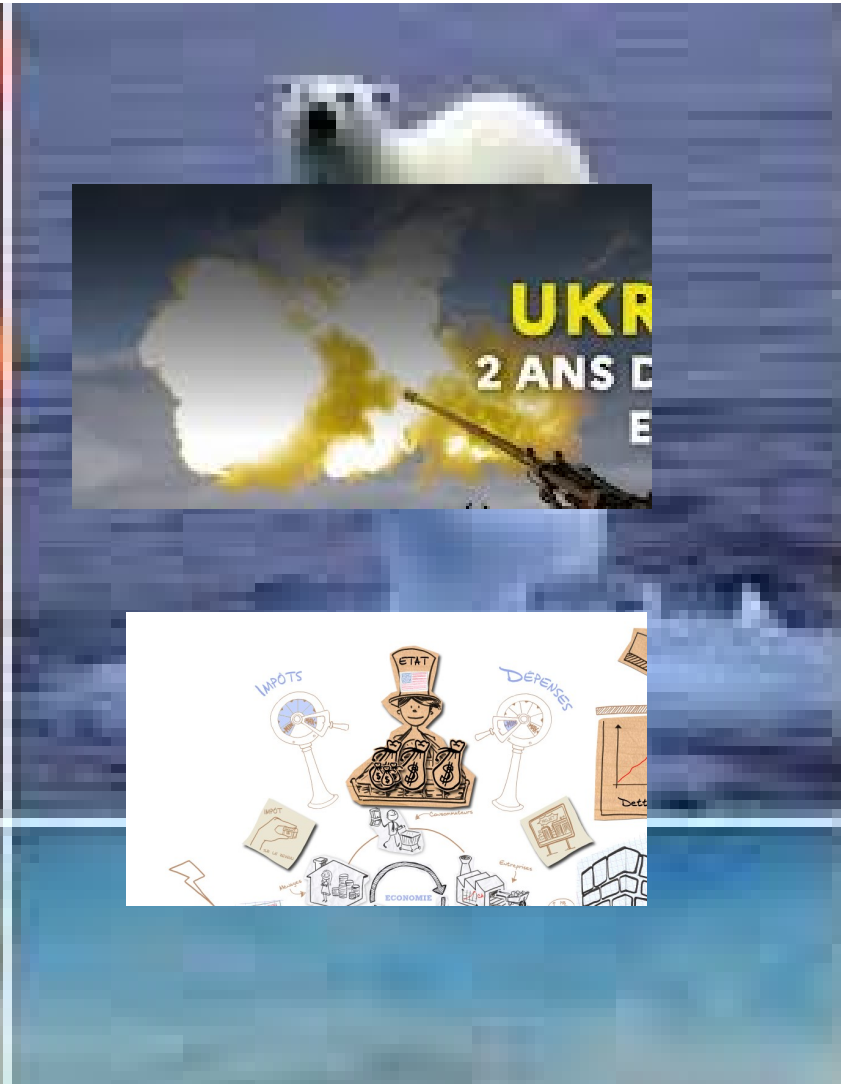


A la lumière des plans d'investissement, les acteurs financiers publics comme facteurs X de l'investissement en France et en Europe

Laurent Zylberberg

Contrôleur général Caisse des Dépôts
Ancien Président de l'Association Européenne des Investisseurs de Long Terme

29 octobre 2024



Le Plan Juncker (2015-2020) une première rupture en Europe

- La crise financière de 2008-2009, game changer dans la finance en Europe et au-delà
 - Relégitimation des acteurs financiers publics
- Le « Plan Juncker » de 2015 repose sur 4 points :
 - Un constat : l'Europe subit un retard d'investissement dans de nombreux domaines (infrastructures, innovation, R&D...) par rapport à l'Asie et à l'Amérique du Nord
 - Un acteur identifié : la Banque Européenne d'Investissement doit être mobilisée sur ce sujet, cela impliquera des transformations (plus d'equity, plus de risque, de plus petits projets)
 - Un principe : la réussite du Plan passe par la capacité à faire levier sur les financements privés grâce à la garantie européenne et à la mobilisation des acteurs financiers publics nationaux (NPBIs)
 - Une gageure : la mise en place d'effet de levier permettant la multiplication des « petits pains ». Comment transformer 6 Milliards d'Euros additionnels en 315 puis 500 Milliards d'€ d'investissement.

Le Plan Juncker, un succès perfectible

- **Le Plan Juncker est une réussite**
 - Plus de 520 Milliards de financement de projets dans l'ensemble des pays de l'UE
 - Une mobilisation sans précédent de la BEI et des NPBI

- **Des points d'amélioration possibles**
 - Les petits projets sont peu nombreux
 - Les infrastructures sociales sont dans un angle mort
 - Les NPBI pourraient être mieux associées dans le déploiement et la mise en œuvre
 - La prise de risque reste toujours aussi difficile

Invest EU, le plan conçu pour la programmation budgétaire 2020-2026 succède au Plan Juncker

➤ Trois innovations

- Un plan qui repose sur quatre fenêtres :
 - PME-ETI
 - R&D
 - Infrastructures durables
 - Investissements sociaux et compétences
 - Accessible à d'autres acteurs que la BEI : les NPBI mais aussi d'autres acteurs (Banque du Conseil de l'Europe, BERD...)
 - Plateforme de conseil et portail dédiés
- 372 Mds € de financement public et privé pour 26 Mds € de garantie

Où en sommes nous ?

- 218 Milliards d'€ investis
- 90% de la garantie engagée
- 16 partenaires impliqués dont la BEI et de nombreux acteurs financiers publics nationaux
- Un effet de levier avoisinant 15
- Des secteurs clés soutenus (semi-conducteurs, matériaux rares, énergie renouvelable, calculateurs quantiques...)

Les conditions nécessaires à la réussite de l'implication des acteurs financiers publics

- Des acteurs qui ne doivent pas servir de variables d'ajustement budgétaire
- Des poches profondes
- Prendre des risques mais pour la bonne cause
- Prêter, investir, garantir sont les clés de l'effet de levier
- Des acteurs du temps long ancrés dans leur territoire

Cinq enjeux pour faire des NPBI les acteurs clés des besoins en investissement

1. Ne pas banaliser ces acteurs et ne pas aligner leur modèle sur celui du secteur bancaire commercial
2. Maintenir leur capacité à jouer un rôle contracyclique
3. Leur donner les moyens de venir en appui des politiques publiques sans les soumettre aux aléas budgétaires
4. Favoriser les coopérations public-privé, National/Europe et faire jouer à plein les effets de levier
5. Réfléchir à la mise en place de nouveaux outils favorisant les synergies entre eux dans des géographies supranationales